

Communiqué de presse

PLAN POLLINISATEURS : ON ABANDONNE LES AGRICULTEURS ET LES POLLINISATEURS

PARIS LE 17 DÉCEMBRE 2020. À la veille de la présentation publique du « Plan Pollinisateurs » du ministère de la Transition écologique, POLLINIS constate sans surprise une levée de boucliers émanant de certains élus proches de la FNSEA, le syndicat majoritaire qui souhaite maintenir le système agricole actuel et son usage immodéré des pesticides, quoi qu'il en coûte aux pollinisateurs et aux agriculteurs eux-mêmes.

L'arrêté abeilles, qui focalise l'attention depuis quelques jours, est une triste compensation obtenue par le ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, pour apaiser apiculteurs et citoyens révoltés par le vote récent de dérogations ré-autorisant les néonicotinoïdes sur les cultures de betteraves. Cet arrêté prévoit de mieux protéger les abeilles en instaurant des épandages de nuit et non de jour.

« Cette mesure aidera peut-être un peu les abeilles domestiques, contraintes de butiner les champs de grandes cultures, mais elle n'aura qu'un impact négligeable sur la sauvegarde des insectes pollinisateurs sauvages – abeilles sauvages, bourdons, et autres papillons... – qui sont à ce jour les garants de la pollinisation des espèces sauvages et de notre sécurité alimentaire », déplore Nicolas Laarman, délégué général de POLLINIS.

Les pollinisateurs sauvages sont contraints d'évoluer dans des milieux saturés de substances actives hautement toxiques que l'on retrouve dans les poussières, l'air, les eaux de surfaces et les rivières... Et qui persistent souvent durant plusieurs années dans les sols (où nichent la plupart des abeilles solitaires). Que dire des papillons de nuit, par exemple, pollinisateurs incontournables dont les populations s'effondrent en France et en Europe ?

Rappelons que plus de 75 % de la biomasse des insectes volants a disparu d'Europe en seulement 30 ans. L'urgence à agir ne peut plus être niée, pas même par la FNSEA.

Ce syndicat doit savoir que 84 % des plantes que nous cultivons actuellement dépendent des insectes pollinisateurs. Sans eux, la plupart des fruits, des légumes et des épices que nous consommons pourraient disparaître de nos assiettes. En 2019, des scientifiques du CNRS et de l'INRA ont démontré qu'une pollinisation abondante, et gratuite, du colza par les abeilles domestiques et sauvages est bien plus avantageuse financièrement (jusqu'à 200 euros par hectare) que l'utilisation de pesticides.

Le monde agricole et la souveraineté alimentaire française dépendent de la bonne santé et de l'abondance des insectes pollinisateurs. La sauvegarde des pollinisateurs ne peut se faire au détriment des agriculteurs, et *vice versa*. Cet avenir commun doit emprunter une voie alternative aux pesticides de synthèse.

Force est de constater que l'arrêté abeilles, qui oblige les agriculteurs à travailler de nuit, ne s'inscrit dans aucun plan à grande échelle visant à accompagner techniquement et financièrement les agriculteurs dans un processus de transition qui leur permettrait de se passer, *in fine*, des pesticides de synthèse.

Il est grand temps de mettre en place un modèle agricole durable, respectueux de la biodiversité, résilient face au changement climatique et bénéfique aux agriculteurs.

CONTACT : Julie Pecheur
06 74 55 81 81 – juliep@pollinis.org